

Le drame de l'entreprise Lubrizol à Rouen est un douloureux copier-coller de l'incident survenu chez Bouchillou en 2013. Le CeraDer dénonce une répétitivité de scandale sanitaire.

Lubrizol... Bouchillou... on en parle, de mensonges d'Etat ?

Dossier « classé sans suite ». Fin février 2016, trois ans après la catastrophe, la procureur de la République de Bergerac, Frédérique Dubost, signait le désengagement de l'Etat et de l'entreprise dans leurs responsabilités vis-à-vis du pire accident industriel sanitaire que connaît le territoire. Le 12 janvier 2013, un incendie se déclenche en effet au sein de Bouchillou Alkya. L'entreprise est implantée en plein cœur d'un quartier résidentiel du centre-ville, et à deux pas d'une école élémentaire, les flammes noires sont remarquées à plusieurs kilomètres à la ronde, les explosions successives font craindre le pire... Panique à Bergerac.

**« Aucune leçon
n'a été tirée
des drames passé »**

RENÉ VINCENT, CERADER

Mais en terme de communication, les autorités déclenchent dans la journée même le plan Orsec et use de toute sa rhétorique rassurante : pas de problème, pas de risque, tout va bien. Dès le lundi, les enfants retournent à l'école... C'était il y a six ans. Avant ça, il y a eu Bhopal en Inde, Seveso en Italie, puis AZF à Toulouse et plus récemment Notre Dame à Paris, et finalement tant d'autres... Quelles leçons ? Lubrizol est la dernière figure de proue de tout le système cynique qu'incarne le capitalisme. « Pour nous, ce drame ravivé de



En 2013, l'entreprise Bouchillou, classée Seveso, était ravagée par les flammes

douloureux souvenirs ». Le CeraDer 24 fait partie de ces lanceurs d'alerte que notre société méprise. Pourtant, le combat qu'il a mené en 2013 -s'il avait été entendu-, aurait pu éviter la catastrophe de Rouen. « Ce qu'il vient de se passer montre la répétitivité des situations dramatiques pour le court, le moyen et long terme », déplore René Vincent, co-président du collectif, « la sécurité des salariés et de la population passe toujours après les conditions de profit ou d'économie ». Le Cerader condamne la minimisation de la por-

tée humaine de cette catastrophe, et pointe les mensonges de l'entreprise couverts par l'Etat qui, comme pour Bouchillou, a choisi de fermer les yeux. « Malgré les vidéos, les photos, les témoignages, toutes ces preuves accablantes que nous avons, la représentante de l'Etat a estimé qu'il n'y avait pas mise en danger d'autrui ». D'ici 2050, on annonce cent mille morts de l'amiantose en France. Combien le drame de Lubrizol va rajouter de décès dans ces statistiques ? Le Cerader a des solutions pour inverser cette courbe : « La

destruction de l'amiantose et de tous les produits cancérigènes doit être une cause nationale dont l'Etat doit s'emparer. C'est pourquoi notre proposition de création de pôle public n'a jamais été aussi légitime. L'Etat doit assumer ses responsabilités et être le garant de la santé de tous les Français, au même titre que les Chscx dans les entreprises doivent être remis en place ». Bouchillou était la démonstration du pire du libéralisme, Lubrizol sa consécration... Le Cerader poursuit la lutte pour moins de victimes et plus de justice.